

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION ET POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation sont conclues entre : **l'ADHERENT** représenté par :

MANDATUM

29, boulevard Berthelot -Beaulieu 3 - 63400 CHAMALIERES

d'une part

Et

L'UTILISATEUR autrement dénommé **LE DECLARANT**, d'autre part

Ci-après collectivement dénommées les « PARTIES»

PREAMBULE

Le site internet <http://www.creancier.net/> (ci-après « le SITE ») est édité par l'agence HARMONIE et constitue un portail électronique sécurisé offrant aux créanciers d'entreprises à l'encontre desquelles est ouverte une procédure collective (Ci-après dénommées « DEBITEUR ») de procéder à la déclaration de leurs créances (y compris les créances éventuelles) en ligne auprès du Mandataire Judiciaire désigné dans la procédure collective (ci-après l'« ADHERENT ») et ce conformément aux dispositions du code de commerce (livre VI).

Le SITE permet en effet aux UTILISATEURS DECLARANTS de procéder à l'enregistrement de leur(s) créance(s) et à la communication de leurs pièces justificatives de manière dématérialisée auprès du Mandataire Judiciaire ou de valider, confirmer ou modifier la déclaration faite pour le compte du créancier par le DEBITEUR en application de l'article L.622-24 du code de commerce.

Grâce à la mise en place d'un référencement, le DECLARANT peut procéder à la modification de ses données personnelles et du montant déclaré dans la limite du délai de déclaration de créances tel que défini à l'article R.622-24 du code de commerce.

Il est rappelé que l'enregistrement ne vaut pas admission de la créance au passif de la procédure collective.

Le site permet également au DECLARANT de disposer d'une information sur les principales étapes de la procédure collective du DEBITEUR.

Le site permet à l'ADHERENT de collecter l'ensemble des déclarations de créances ainsi enregistrées et de procéder à leur vérification en vue de leur admission, renvoi ou rejet.

L'utilisation du SITE et de ces différents services implique, pour chaque UTILISATEUR, de respecter les règles énoncées ci-après.

ARTICLE 1 DEFINITIONS

- « ADHERENT » : désigne le mandataire judiciaire désigné dans la procédure collective ayant vocation à collecter les différentes déclarations de créances enregistrées sur le site et aux fins de publier des DONNES PUBLIQUES dans le cadre de l'exercice de leurs missions d'auxiliaire de Justice.

- « DONNEES » : Désigne à la fois les DONNEES PUBLIQUES et les DONNEES PERSONNELLES.
- « DONNEES PUBLIQUES » : Désigne les informations de nature publique relatives aux Personnes physiques ou morales objets d'une procédure collective. Ces DONNEES, publiées sur le SITE, portent notamment sur : l'entreprise concernée, la procédure collective et sa chronologie, la publicité au BODACC, les organes de la procédure, les créances, le nombre de salariés et le déroulement de la procédure.
- « DONNEES PERSONNELLES » : Désigne les données spécifiques liées aux obligations légales propres aux déclarations de créances réservées aux adhérents, et disponibles uniquement via l'ESPACE SECURISE.
- « ESPACE SECURISE » : Désigne l'espace restreint, accessible via un IDENTIFIANT et un MOT DE PASSE individuels générés automatiquement par un logiciel. L'ESPACE SECURISE est réservé aux DECLARANTS et aux PROFESSIONNELS. Il est d'accès restreint car il permet d'avoir accès aux informations propres à la déclaration de créances et aux actes juridictionnels.
- « UTILISATEURS » : désigne l'ensemble des DECLARANTS procédant à la déclaration en ligne de créances.
- « SITE » : désigne le site internet mis en ligne et édité par l'AGENCE HARMONIE sous l'URL : <http://www.creancier.net/>.

ARTICLE 2 OBJET

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ont pour objet de régir les conditions d'utilisation du SITE par les UTILISATEURS.

Toute utilisation effectuée à quel que titre que ce soit du site implique obligatoirement l'acceptation sans réserve, par l'UTILISATEUR, des présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU).

Les présentes CGU sont consultables et téléchargeables à partir de l'adresse url www.creanciers.net.

ARTICLE 3 OBLIGATIONS DE L'UTILISATEUR

3.1. Conditions d'accès au SITE

Chaque UTILISATEUR s'engage à ne pas porter atteinte à l'ordre public et à se conformer aux lois et règlements en vigueur, à respecter les droits des autres UTILISATEURS et les dispositions des présentes CGU.

L'UTILISATEUR reconnaît par ailleurs prendre note des avertissements éventuels s'affichant lors de la consultation des DONNEES et utiliser ces DONNEES à bon escient en s'interdisant de porter atteinte aux droits des tiers.

Le SITE comporte un ESPACE PUBLIC ainsi qu'un ESPACE SECURISE réservé à l'ADHERENT et aux DECLARANTS. Le mot de passe confidentiel permettant l'accès à l'ESPACE PERSONNEL est automatiquement attribué et généré par un logiciel, après une vérification d'identité.

Le SITE est disponible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 sauf périodes de maintenance, et interruptions inopinées du Service et ce, sans que cette interruption puisse donner droit à une quelconque indemnité pour l'UTILISATEUR.

3.2 Droit d'usage des DONNEES

Le droit d'usage des DONNEES conféré à l'UTILISATEUR comprend un droit d'accès gratuit aux DONNEES. Cette consultation ne confère pas de droit de reproduction (excepté dans le cadre d'une utilisation à titre privé et personnelle), d'extraction, ou de commercialisation subséquente. Toute utilisation ou exploitation à des fins commerciales de ces DONNEES est strictement interdite.

L'UTILISATEUR est tenu entièrement responsable de l'utilisation, quelle qu'elle soit, qu'il fait de ces DONNEES.

3.3 Droit de propriété des DONNEES

La consultation des DONNEES ne confère aucun droit de propriété sur celles-ci à l'UTILISATEUR, qui s'engage donc à ne les utiliser ou les diffuser que dans le cadre de son usage personnel à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

3.4 Condition d'utilisation de l'ESPACE SECURISE

L'ADHERENT ayant accès à l'ESPACE SECURISE veillera à ce que les DONNEES CONFIDENTIELLES présentes sur cet espace ne fassent l'objet d'aucune publication hors le champs des obligations lui incombant dans le cadre de sa mission judiciaire, sauf autorisation préalable expresse des personnes concernées.

DEMANDE DE MODIFICATION DE CONTENU

L'ADHERENT s'engage à retirer promptement tout contenu manifestement illicite figurant sur le SITE dès qu'il en aura connaissance.

Cette notification, pour être valide, devra reprendre tous les éléments prescrits à l'article 6 I 5) de la loi du 21 juin 2004 :

- la date de la notification ;
- si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ;
- les noms et domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- la description des faits litigieux et leur localisation précise ;
- les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits ;
- la copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté.

Toute notification abusive est notamment passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 euros en application de l'article 6-I-4 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 précitée.

Par ailleurs, il est rappelé que l'UTILISATEUR assume seul l'utilisation qu'il fait des DONNEES, quels qu'en soient les éventuels dommages subséquents. L'ADHERENT ne pourra, en aucun cas, être tenu responsable d'un quelconque dommage (direct ou indirect) de quelque nature que ce soit, résultant de l'utilisation des DONNEES.

ARTICLE 4 RESPONSABILITE

4.1 Responsabilité de l'UTILISATEUR

Chaque UTILISATEUR est seul responsable de l'utilisation qu'il fait des DONNEES. Il lui appartient d'en faire un usage conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux recommandations de la CNIL. En tout état de cause, l'UTILISATEUR s'engage à respecter les obligations découlant de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés.

4.2 Responsabilité de l'ADHERENT

L'ADHERENT est responsable de l'utilisation qu'il fait des DONNEES personnelles auxquelles ils a accès via l'ESPACE SECURISE. L'ADHERENT sera seul responsable des conséquences de toute utilisation des DONNEES qui contreviendraient aux droits et libertés de personnes tierces.

4.3 Responsabilité de l'ADHERENT

L'ADHERENT est responsable, notamment vis-à-vis de ses obligations professionnelles et déontologiques, des informations qu'il transfère sur le SITE.

A ce titre, les ADHERENTS garantissent ne mettre à la disposition des UTILISATEURS sur l'ESPACE PUBLIC du SITE que les informations strictement nécessaires et ne violant pas les droits et libertés des tiers.

ARTICLE 5 CONTENUS DU SITE

5.1 DONNEES PUBLIQUES

En application de l'article R.621-19 du Code de Commerce, l'ADHERENT, en sa qualité de mandataire judiciaire doit prendre toute mesure pour informer et consulter les créanciers intéressés, il a dans ce cadre l'initiative de la fréquence de l'information et de son contenu. De même, conformément à l'article R.622-21 du même Code, l'ADHERENT doit informer dans les 15 jours de l'ouverture de la procédure les créanciers portés à sa connaissance par le débiteur. La mise en place du SITE et la diffusion des DONNEES PUBLIQUES concourent donc pour l'ADHERENT à l'exécution de ses obligations professionnelles.

A ce titre, il est précisé que les DEBITEURS sont informées, lors de leurs premiers contacts avec l'ADHERENT, de la diffusion de certaines données sur le SITE, de la finalité de ce traitement ainsi que des droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978.

Le SITE met à disposition des UTILISATEURS des DONNEES PUBLIQUES, qui sont des informations à caractère public résultant de décisions judiciaires dont la publication ne viole pas les droits et libertés des tiers.

Les DONNEES PUBLIQUES sont considérées comme publiques dès lors qu'elles sont :

- publiées au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS),
- disponibles dans les greffes des tribunaux, et sur les parties publiques desdits sites,
- publiées régulièrement dans le Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC) ou dans d'autres journaux d'annonces légales (JAL)
- des informations générales sur la situation du dossier non individualisées destinées à tenir informés les UTILISATEURS sur le déroulement de la procédure et son issue.

5.2 DONNEES PERSONNELLES

Il est mis à disposition du PROFESSIONNEL et de l'UTILISATEUR un ESPACE SECURISE leur permettant de procéder à l'enregistrement des déclarations de créances, déclarations pouvant contenir des DONNEES PERSONNELLES relatives aux DECLARANTS mais répondant aux exigences légales en matière de déclaration de créances.

ARTICLE 6 PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1. Propriété intellectuelle de HARMONIE/MJA

Les marques, logos, slogans, graphismes, photographies, animations, vidéo et textes contenus sur le SITE, autres que ceux éventuellement communiqués par les UTILISATEURS, sont la propriété exclusive de HARMONIE/MJA, et ne peuvent être reproduits, utilisés ou représentés sous peine de poursuites judiciaires.

Toute reproduction totale ou partielle des contenus du SITE, par quel que procédé que ce soit est interdite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants et les articles L.713-1 et suivants du Code de la Propriété intellectuelle.

HARMONIE/MJA interdit par ailleurs expressément :

1° L'extraction, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu du SITE sur un autre support, par tout moyen et sous toute forme que ce soit ;

2° La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu du SITE, quelle qu'en soit la forme ;

3° L'extraction ou la réutilisation répétée et systématique de parties qualitativement ou quantitativement non substantielles du contenu de la base de données du SITE dès lors que ces opérations excèdent manifestement les conditions d'utilisation normales du SITE.

A ce titre, l'UTILISATEUR s'engage à n'utiliser aucun contenu du SITE, hors des autorisations délivrées dans le cadre des présentes CGU.

6.2 Propriété des données

Les DONNEES contenues sur le SITE sont la propriété de leurs titulaires respectifs. L'UTILISATEUR s'interdit toute action tendant à s'approprier ou tenter de s'approprier indûment toute DONNEE, notamment en vue de constituer une base de données documentaire ou de reconstituer tout ou partie des fichiers d'origine. Le droit d'usage dont bénéficie l'UTILISATEUR comprend la visualisation des informations sur écran et la copie des documents accessibles. Il est exclusivement réservé à un usage privé et ne confère pas de droits de reproduction ou de redistribution à des fins commerciales.

Toute utilisation des DONNEES afin de constituer une base de données à destination commerciale est interdite. L'extraction et la réutilisation de la totalité ou d'une partie qualitativement ou substantiellement du contenu des informations contenues sur le SITE sur un autre support, par tout moyen et sous quelle que forme que ce soit, est interdite.

ARTICLE 7 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNELLES

Dans le cadre de l'exploitation du SITE, L'ADHERENT est susceptible de collecter des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de ses obligations légales en matière de collecte et de vérification des déclarations de créances dans le cadre des procédures collectives et a procédé à une déclaration auprès de la CNIL N°1839865.

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE du SITE :

IDENTITE DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Vos données à caractère personnel sont collectées et traitées par l'ADHERENT responsable des traitements mis en oeuvre dans le cadre de l'exploitation du SITE.

FORMALITES CNIL

Le traitement de vos données à caractère personnel a fait l'objet d'une déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) sous le numéro N°1839865

COLLECTE & TRAITEMENT DES DONNEES

Dans le cadre de l'exploitation du SITE, l'ADHERENT est susceptible de collecter vos données à caractère personnel résultant des exigences légales relatives à la Déclaration de créances. Vos données sont traitées conformément aux finalités prévues lors de la collecte en matière d'enregistrement et vérification des déclarations de créances.

En particulier, l'ADHERENT est notamment susceptible de collecter des données à caractère personnel uniquement de manière directe, à savoir :

- Lors de la remise par le DEBITEUR de la liste des créanciers telle que prévue à l'article L.622-6 du code de commerce,
- Lors de l'enregistrement par l'UTILISATEUR de sa déclaration de créances sur son ESPACE SECURISE,

DONNEES COLLECTEES

Les données susceptibles d'être collectées et traitées par l'ADHERENT pour la réalisation des finalités de collecte et vérification des créances de la procédure collective concernent :

-des informations d'identification (civilité, nom, prénoms, coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, date de naissance, nationalité, langue, profession, poste occupé au sein de la société employeur, le cas échéant copie de la carte d'identité, copie de titre d'identité aux fins de preuve de l'exercice d'un droit d'accès, de rectification ou d'opposition ou pour répondre à une obligation légale)

-des données relatives à la gestion et à la sécurisation de votre ESPACE PERSONNEL (identifiants, mots de passe)

-des données de connexion (adresses IP)

-des informations d'ordre économique et financier relatives à la créance déclarée au passif du débiteur (montant de la créance, titre de créance, situation financière, situation fiscale, bilans de société...)

- RIB et IBAN du déclarant et ce afin de procéder le cas échéant au versement des dividendes en fonction de l'issue de la procédure collective concernée.

FINALITES DES TRAITEMENTS

Les différentes données sont collectées pour assurer la collecte, l'enregistrement, la vérification et le cas échéant, le désintéressement des créances détenues par le DECLARANT à l'encontre du débiteur et ce afin de permettre la simplification des démarches et relations entre l'ADHERENT et les DECLARANTS dans le cadre des procédures collectives en cours.

L'utilisation de ces données par l'ADHERENT s'inscrit dans le cadre des dispositions légales et/ou réglementaires prévues au LIVRE VI du Code de commerce.

En tout état de cause, l'ADHERENT s'engage à traiter l'ensemble des données collectées de manière conforme à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et à la déclaration de son traitement à la CNIL.

DESTINATAIRES DES DONNEES

Concernant les DONNEES PUBLIQUES, l'ensemble des UTILISATEURS pourra avoir accès à ces données, qui ont déjà fait l'objet de publicité.

Concernant les DONNEES CONFIDENTIELLES, seuls y auront accès le PROFESSIONNEL et le DEBITEUR concerné.

DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

L'ADHERENT s'engage à ce que les données collectées soient conservées sous une forme permettant l'identification de l'UTILISATEUR pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles ces données sont collectées et traitées. (durée de la procédure collective concernée et des obligations légales en matière de conservation des actes à caractère juridictionnel).

A ce titre, les données d'identification (Etat civil, identité, etc...) ainsi que les informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale,...) ne seront conservées que durant le temps de la procédure collective concernée.

Les données à caractère personnel seront conservées durant la durée de la procédure collective concernée, à l'exception de certaines données archivées conformément aux dispositions en vigueur (notamment celles prévues par le code de commerce, le code civil et le code de la consommation), lorsque leur conservation est nécessaire à l'établissement de la preuve d'un droit ou d'un contrat ou au titre du respect d'une obligation légale.

DROITS DE L'UTILISATEUR

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de la loi n°78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 telle que modifiée par la loi du 6 août 2004, L'UTILISATEUR dispose d'un droit d'accès, de rectification, de mise à jour, de verrouillage ou d'effacement des données à caractère personnel le concernant, qui sont inexacts, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

L'UTILISATEUR peut également s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel le concernant fassent l'objet de traitement mis en œuvre par l'ADHERENT.

En application des dispositions des articles 39 et 40 de la loi «Informatique & Libertés», l'UTILISATEUR peut demander la communication de ses Données Personnelles et exiger que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées ses Données Personnelles, qui sont inexacts, incomplètes,

équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

Il vous suffit d'envoyer un e-mail ou un courrier à l'adresse suivante :

Ces droits peuvent être exercés, par simple demande par courrier électronique à l'adresse suivante : webmaster@creancier.net, contact@mjassocies.com ou par courrier papier à l'adresse SELAFA MJA, 102 rue du faubourg Saint-DENIS 75010 PARIS en justifiant de votre identité et d'un motif légitime lorsque celui-ci est exigé par la loi.

En cas de communication de copie de pièce d'identité sur le site pour justifier de votre identité, elle sera conservée un (1) an ou trois (3) ans lorsque cette communication est effectuée dans le cadre de l'exercice d'un droit d'opposition.

DONNEES DE CONNEXION

HARMONIE et l'ADHERENT font usage sur le SITE de données de connexion (date, heure, adresse Internet, protocole de l'ordinateur du visiteur, page consultée). Ces informations utilisées à des fins de statistiques d'audience ne sont pas conservées au-delà d'une période de treize (13) mois. Au-delà de ce délai, les données de fréquentation brutes associées à un identifiant sont soit supprimées soit anonymisées.

SECURITE

L'ADHERENT respecte la loi Informatique et libertés en matière de sécurité et de confidentialité de vos données.

A ce titre, l'ADHERENT prend les précautions utiles, au regard de la nature de vos données et des risques présentés par notre traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès (protection physique des locaux, procédé d'authentification des utilisateurs, journalisation des connexions, chiffrement de certaines données, ...).

ARTICLE 8 MODIFICATION

HARMONIE/ l'ADHERENT se réservent la faculté de mettre à jour et modifier les présentes CGU à tout moment. Les modifications apportées entreront en vigueur deux (2) jours suivant leur mise en ligne sur le SITE.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS GENERALES

Aucune indication, ni aucun document ne pourra engendrer d'obligation non comprise dans les présentes CGU, s'il ne fait l'objet d'un nouvel accord entre les PARTIES.

Le fait que l'une des PARTIES n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque des présentes CGU, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque de celles-ci, les titres seront déclarés inexistants.

Si l'une quelconque des stipulations des présentes CGU venait à être déclarée nulle au regard d'une disposition législative ou réglementaire en vigueur et/ou d'une décision de justice ayant autorité de la chose jugée, elle sera réputée non écrite mais n'affectera en rien la validité des autres clauses qui demeureront pleinement applicables.

Les présentes CGU sont soumises au droit français.

SOUS RESERVE DES DISPOSITIONS D'ORDRE PUBLIC APPLICABLES EN MATIERE DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE, LES TRIBUNAUX DE PARIS SERONT SEULS COMPETENTS POUR CONNAITRE TOUT LITIGE EVENTUEL RELATIF AUX PRESENTES CGU.